

Autobiographie

Christian Rakovsky ^[1]



Christian Rakovsky, (illustration: <http://izquierdawe.es/>)

Première publication : [Dictionnaire encyclopédique Granat](#) (en russe), Moscou, 1927. Traduction en français : Les bolchéviks par eux-mêmes, Georges Haupt, Jean-Jacques Marie (éd.), Maspero, Paris, 1969, pp. 343-356. Notes : MIA.

Je suis né le 1er août 1873 en Bulgarie dans la ville de Kotel, qui était un centre politique et économique important depuis la première moitié du dix-neuvième siècle. Ma famille appartenait à la classe aisée de la ville. Mon père s'occupait d'agriculture et de commerce. Il passait, pour son commerce, chaque année quelques mois à Constantinople. Il appartenait au parti dit « démocrate », était d'une grande curiosité intellectuelle, avait fait ses études au Lycée et connaissait le grec. Cependant, de mon père, je n'héritai rien de ce qui devait déterminer mon évolution ultérieure.

Du côté de ma mère l'héritage était différent. Sa famille joua en effet un rôle important dans l'histoire politique et culturelle du peuple bulgare. Un de ses membres, le capitaine Georgui Mamartchev, ancien

[1] Rakovsky, Christian (1873-1941), né Khristo Gheorghev Stantchev, révolutionnaire des Balkans et diplomate soviétique. Dirigeant du parti social-démocrate roumain avant la Première guerre mondiale, partisan de la Fédération Balkanique. Participe aux Conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916) contre la guerre. Rejoint le Parti bolchevique en 1917 et est élu à son Comité central (1919-1925). Participe à la fondation de la IIIe Internationale (1919). Président du Conseil des Commissaires du Peuple et Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Ukraine soviétique (1918-23). Pendant la guerre civile, également dirigeant de l'Administration politique de l'Armée rouge. Ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne (1923-1925) et en France (1925-1927). Proche de Trotsky, adhère à l'Opposition anti-stalinienne de gauche, puis Unifiée. Exclu du Parti et déporté à Astrakhan (1927) A capitulé en 1934, arrêté (1937) et condamné à la déportation (1938), il est exécuté peu après le début de l'invasion nazie.

officier de l'armée russe du Dibitch-Zabalkanski ^[2], organisa en 1834 la première tentative de révolte contre l'empire turc. La révolte fut écrasée et Mamartchev arrêté et envoyé d'abord en Asie Mineure, puis dans l'île de Samos, où il mourut. Il était le cousin germain de la mère du grand révolutionnaire Sava Rakovski, qui eut une influence célèbre sur la politique bulgare de 1840 à 1867.

En 1841 Sava Rakovski avait mis sur pied en Roumanie un détachement insurrectionnel pour envahir la Bulgarie. Il fut arrêté, condamné à mort, mais réussit à s'enfuir en France. Une amnistie lui permit de rentrer dans sa ville natale, mais peu de temps après il fut incarcéré avec son fils dans la prison de Constantinople. La vengeance de leurs opposants politiques n'épargna pas leur famille, restée sans défense, excommuniée, tout rapport avec les voisins lui fut interdit ; si bien qu'en ces temps de pénurie d'allumettes, où, l'on allait chercher le feu chez les voisins, elle devait payer par le froid et la faim les péchés politiques du père et des frères. Ma mère était encore une petite fille à cette époque, et Sava Rakovski était mort depuis bien longtemps lorsque je m'éveillai au monde, mais les souvenirs de ma mère et de ma grand-mère étaient encore assez frais pour nourrir mon imagination.

Dès l'enfance j'éprouvai une sympathie vive et enflammée pour la Russie, non seulement parce que l'œuvre révolutionnaire de mon grand-père et de mon oncle était liée pour une grande part à la Russie, mais aussi parce que j'avais été témoin de la guerre russo-turque. Je n'avais alors pas plus de cinq ans, mais ma mémoire d'enfant garda une image confuse des soldats russes qui traversèrent alors les Balkans. Notre maison était une des plus belles de la ville, et pour cette raison elle servit de logement aux officiers supérieurs. J'y vis le général Totleben, organisateur du siège de Plevna. Je vécus en compagnie du prince Viazemski, un des chefs de division de la milice bulgare, qui soigna ses blessures chez nous pendant plus de quarante jours. Certains officiers avaient des liens avec les organisations clandestines. La tradition familiale voulait qu'ils aient dit : « Nous vous libérons, mais qui nous libérera ? » La guerre perturba la vie de notre famille : notre propriété se retrouva à l'intérieur des frontières roumaines, et nous dûmes tous émigrer dans la Dobrougea [*Dobroudja*] roumaine ^[3].

Je suivis l'école primaire à Kotel, puis en Dobrougea sous la direction de ma mère. Je fis ma dernière année à Varna, où j'entrai ensuite au lycée. C'était une époque où même les plus jeunes s'intéressaient à la politique. Je m'intéressai entre autres aux questions sociales. En 1887 la fermentation politique du lycée, à laquelle se mêlaient aussi des éléments de mécontentement envers les professeurs, se transforma en une véritable révolte, réprimée par un régiment de soldats. Je me trouvais parmi ceux qu'on arrêta et qui furent exclus de toutes les écoles bulgares.

Je passai une année dans la maison paternelle de Mangalia, sans travailler, à lire tout ce qui se trouvait dans la bibliothèque de mon père, ou ce que je pouvais trouver chez nos relations. En 1888 on m'autorisa à rentrer au lycée, et j'allai à Gabrovo, où j'entrai en 5e. Je n'y restai pas deux ans, car à la fin de l'année suivante, on m'exclut à nouveau de toutes les écoles bulgares, et cette fois-ci définitivement.

A Gabrovo mes idées politiques prirent forme et je devins marxiste. Mon maître était Dabev, un des vétérans du mouvement révolutionnaire bulgare. Mon camarade Balabanov, qui mourut par la suite tragiquement à Genève, et moi-même, éditions un journal clandestin ronéotypé « *Zerkalo* », dans lequel il y avait de tout : les idées pédagogiques de Rousseau, la lutte des pauvres et des riches, la mauvaise conduite des professeurs, etc. Nous faisons un peu de propagande auprès des paysans, chez qui nous diffusions des éditions clandestines genevoises, traduites en bulgare. J'étais encore en 3e, lorsque me rendant à pied à Kotel, je fis dans une église un sermon sur la première église chrétienne de Saint-Jacques, en d'autres termes sur le communisme chrétien. Mais en général notre action ne dépassait pas les murs du lycée.

A l'automne 1890 je partis pour Genève, afin d'entrer à la faculté de médecine. J'avais choisi la médecine parce que, dans notre imagination, elle donnait la possibilité d'entrer en contact directement avec le peuple. Nous ne connaissions alors que l'influence individuelle, sans penser à l'action de masse,

[2] Le général Dibitch Zabalkansky était chef des armées russes dans les années 1830.

[3] Région située à l'est de la Roumanie et bordant la mer Noire.

et il nous semblait que le régime du dictateur bulgare Stamboulov ^[4] devait durer éternellement.

A Genève, dès les premiers mois, je fis la connaissance des émigrés politiques russes, et notamment des membres des cercles russes social-démocrates. Quelque temps après, je rencontrai Plekhanov, Vera Zassoulitch, et Axelrod ^[5], et pendant de longues années leur influence fut décisive pour moi. Je passai trois années à Genève, de 1890 à 1893. Bien qu'étudiant et passant des examens, la médecine me laissait indifférent. Mes intérêts étaient à l'extérieur des murs de l'université : militer avec les étudiants russes ; Rosa Luxemburg ^[6], qui resta quelque temps à Genève, dirigea avec nous des cercles d'études marxistes.

Mon activité ne se limitait cependant pas au domaine russe. Avec des camarades, de Russie et d'ailleurs, j'organisai les éléments socialistes de la jeunesse universitaire genevoise. Nous nous liâmes aux étudiants socialistes d'autres pays, de Belgique notamment, où eut lieu, pendant l'hiver 1891-1892, le premier congrès international des étudiants socialistes. Je ne réussis pas à participer à ce congrès, malgré ma correspondance avec ses organisateurs. Mais en revanche, tout le travail préparatoire au IIe congrès, qui eut lieu à Genève [*en 1893*], me fut pratiquement confié. Pour toutes les questions difficiles, je prenais conseil auprès de Plekhanov. J'entrai en contact, en outre, avec les mouvements ouvriers genevois et français.

A Genève, j'étais également proche des cercles socialistes révolutionnaires polonais et arméniens ; toutefois mon principal domaine d'activité était bulgare. Je traduisis le livre de Deville, *l'Évolution du Capital*, en y joignant une longue introduction analysant les relations économiques en Bulgarie. Par la suite, nous rédigeâmes à Genève un journal bulgare qui, non seulement par son titre, mais par son format et sa couverture, était une imitation du journal russe à l'étranger : « *Sotsial-Demokrat* ». Cela s'expliquait par le fait que Plekhanov en était l'inspirateur. Je traduisis une série d'articles tirés de ses manuscrits.

Lorsque parut en Bulgarie la première revue marxiste « *Den* », ainsi que le premier hebdomadaire s.d. « *Rabotnik* », et le « *Drougar* », j'en devins, bien sûr, un de leurs correspondants permanents, surtout du dernier. Parfois la moitié d'un numéro était composée de mes articles, signés de différents pseudonymes. En 1893, j'assiste au congrès socialiste international de Zurich en tant que délégué de la Bulgarie. La fin de ma période genevoise se marque par un renforcement de mes opinions marxistes et une haine accrue pour le tsarisme russe.

Alors que j'étais encore étudiant à Genève j'allai en Bulgarie faire une série de conférences contre le

[4] Stamboulov, Stefan Nikolov (1854-1895) homme d'État bulgare. Il fut prince régent de Bulgarie (1886-1887) et Premier ministre (1887-1894).

[5] Plekhanov, Georgi Valentinovitch (1856-1918). Après avoir été populiste de 1876 à 1880, contribua à introduire le marxisme en Russie. Fonda le premier groupe marxiste russe « Libération du Travail » (1883) avec Zassoulitch et Axelrod. Membre du bureau de la IIe Internationale en 1889. Participe à la fondation du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (1898) et collabore avec Lénine dans la rédaction de son journal, l'« *Iskra* ». Soutient d'abord les bolcheviques, puis les mencheviques. En 1914, souhaite la défaite de l'Allemagne. Rentre en Russie en mars 1917, soutient le Gouvernement provisoire et s'oppose aux bolcheviques. Zassoulitch, Vera Ivanovna (1849-1919), d'abord populiste, puis social-démocrate. Célèbre pour avoir perpétré un attentat contre Trépov, le gouverneur de Petersbourg. A fait partie avec Lénine, Axelrod, Martov et Plekhanov du premier comité de rédaction de l'« *Iskra* ». Au IIe Congrès du POSDR, elle a rejoint les mencheviques. Axelrod, Pavel Borissovitch (1850-1928). D'abord anarchiste, puis social-démocrate. Menchevique à partir de 1903, résolument opposé à Lénine et aux bolcheviques, il est également membre du Bureau socialiste international de la IIe Internationale. A pris part aux conférences socialistes contre la guerre de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916), où il incarnait leur aile droite. Hostile à la Révolution d'Octobre, il émigre.

[6] Luxemburg, Rosa (1871-1919), journaliste, dirigeante socialiste et théoricienne marxiste. Participe en 1893 à la fondation du SDKP (Parti social-démocrate du Royaume de Pologne). S'installe à Berlin en 1897 et anime l'aile gauche du Parti social-démocrate allemand (SPD). Enseigne le marxisme à l'école de formation du SPD. S'oppose frontalement à la guerre impérialiste et à la direction social-patriote du SPD en août 1914. Arrêtée et emprisonnée en 1915. Fonde en 1916 avec Karl Liebknecht, Léo Jogisches, Franz Mehring et Paul Lévi le *Spartakusbund* (Ligue Spartacus), puis le Parti communiste allemand (KPD) en décembre 1918. Salue et soutient de manière critique la révolution d'Octobre et les bolcheviques. Dirige l'insurrection spartakiste écrasée par le gouvernement social-démocrate en janvier 1919. Arrêtée et assassinée par des soldats.

gouvernement tsariste. En 1897, à ma sortie de l'université, je publiai en Bulgarie un gros livre *Roussia na Itok* (la Russie en Orient) qui nourrit pendant des années non seulement le parti socialiste Bulgare, mais tout le courant dit russophobe en Bulgarie et dans les Balkans. Je suivais les directives de Plekhanov : « *Il faut isoler la Russie tsariste dans ses relations internationales* ». Mais la presse bourgeoise bulgare m'avait remarqué dès mes premiers voyages en Bulgarie : la presse russophile faisait déjà campagne contre moi, alors que j'étais étudiant.

A l'automne 1893 j'entrai à la faculté de médecine de Berlin dans le but de me rapprocher du mouvement ouvrier allemand. Je collaborai au « *Vorwärts* » pour les affaires balkaniques. Je fis également partie des organisations allemandes d'étudiants socialistes, à caractère clandestin, et entrai en rapport avec Wilhelm Liebknecht ^[7], chez qui je fis la connaissance d'autres dirigeants du parti social-démocrate allemand. Liebknecht eut sur moi une grande influence ; je maintins avec lui une correspondance et des contacts personnels jusqu'en 1900. Il montrait un grand intérêt pour les Balkans et les mouvements révolutionnaires russes, polonais et roumains.

A Berlin ma vie politique d'étudiant se déroulait entièrement au sein de la colonie russe. c'était l'époque de l'épanouissement du marxisme russe légal. La colonie russe connaissait de vifs débats : sur le populisme et le marxisme, sur l'école subjectiviste, sur le matérialisme dialectique. Il m'arriva de prendre part à des discussions plus spéciales (par exemple contre les sionistes).

Après un séjour de six mois à Berlin, je fus arrêté, puis expulsé quelques jours après. Je passai le semestre d'été 1894 à la faculté de médecine de Zurich, où vivait à cette époque P.B. Axelrod. L'hiver 1894-1895 je vécus à Nancy. Je gardai des liens avec le mouvement bulgare, ainsi qu'une correspondance personnelle avec Plekhanov et Vera Zassoulitch, qui habitaient alors Londres. Les deux années suivantes, j'étudiai à l'université de Montpellier. Tout en gardant contact avec la Bulgarie, et en continuant mon activité militante parmi les étudiants russes et bulgares, je me rapprochai du mouvement socialiste français, et collaborai à la revue marxiste « *La Jeunesse Socialiste* », qui paraissait à Toulouse sous la direction de Lagardelle ^[8], ainsi qu'à l'organe socialiste quotidien « *La Petite République* », quand Jules Guesde ^[9] en prit la direction.

Les discussions du milieu étudiant de Montpellier tournaient autour des mêmes questions qu'à Berlin. Les sionistes, entre autres, y avaient de nombreux partisans : je leur livrai un combat acharné. Je faisais en outre partie d'un cercle français d'étudiants, et parlai dans des réunions ouvrières fermées. Mais j'étais surveillé par la police française déjà à Nancy et pour cette raison je ne pus étendre plus loin mon activité.

Alors que j'arrivais au terme de ma vie d'étudiant, la scène politique européenne était animée par les révoltes d'Arménie et de Crète ^[10]. Je m'efforçai d'attirer l'attention du parti socialiste français et du prolétariat français sur l'utilité d'une intervention en faveur des Arméniens dans une série d'articles. Je pensais que la méconnaissance et l'incompréhension des questions orientales étaient une des

[7] Liebknecht, Karl (1871–1919), membre du Parti social-démocrate allemand (SPD) depuis 1900. Un des principaux dirigeants des jeunesses du parti, puis de l'aile gauche de ce dernier. Président de l'Internationale socialiste de la jeunesse (1907-1910). Député au Reichstag (1912-1916). Emprisonné entre 1916 et 1918 pour ses positions contre la guerre impérialiste. En 1916, avec Rosa Luxemburg, participe à la fondation de la Ligue Spartakiste, aile gauche anti-militariste du SPD, puis en décembre 1918, du Parti communiste allemand (KPD), dont il devient le premier président. Participe activement à la Révolution de Novembre (1918) puis à l'insurrection spartakiste de janvier 1919. Arrêté et exécuté par des soldats le 15 janvier 1919.

[8] Lagardelle, Hubert (1874-1958), journaliste, devient membre en 1896 du Parti ouvrier français de Guesde. Fonde la revue « *Le Mouvement Socialiste* » et influence les dirigeants de la CGT en tant que penseur du syndicalisme révolutionnaire. Dans les années 1920 se rapproche de plus en plus du fascisme italien et finira Ministre du Travail de Pétain pendant l'Occupation.

[9] Guesde, Jules (1845-1922), fondateur du mouvement social-démocrate marxiste en France et adversaire du réformisme pendant la majeure partie de sa vie. Se rallie à l'Union sacrée en août 1914 et entre ensuite dans un cabinet ministériel de guerre.

[10] En 1895-1897, les Arméniens de l'empire ottoman sont victimes d'une série de massacres de masse qui préfigurent le génocide de 1915. En Crète, une insurrection populaire contre l'occupation ottomane de l'île éclate et s'étend de 1896 à 1898, arrachant l'indépendance de l'île, puis son autonomie sous juridiction de la Grèce.

faiblesses du mouvement socialiste international. Je consacrai entre autres un article à ce sujet que je présentai au nom du parti social-démocrate bulgare au congrès socialiste international de 1896 à Londres. Il fut imprimé par la suite par Kautsky dans « *Neue Zeit* ».

Je terminai mes études médicales par une thèse de doctorat sur les causes de la criminalité et de la dégénérescence, où je voulais exposer un point de vue marxiste. Cette thèse fit sensation dans les milieux universitaires et rencontra un écho dans la presse et plus tard dans la littérature mondiale spécialisée.

A Montpellier, je m'intéressai au mouvement ouvrier roumain. Bien que par mon statut territorial, je fusse considéré comme Roumain, ce n'est que plus tard que j'entrai en contact direct avec mes camarades roumains. Au congrès socialiste international de Londres, je me rapprochai du P.P.S. ^[11], et écrivis dans ses publications dirigées contre le tsarisme russe. Parmi les autres partis révolutionnaires, celui des Arméniens m'intéressait particulièrement, et j'entretenais des liens personnels avec leur secrétaire à Genève. En 1893, j'eus la chance de voir et d'écouter Engels à Zurich [12]^[12]. J'avais eu avec lui une correspondance épisodique quand je me trouvais à Genève. Il avait envoyé une lettre à notre « Sotsial-Demokrat » bulgare. Plus tard, quand je dus m'adresser à lui, je le fis par l'intermédiaire de Vera Zassoulitch, pour qui il éprouvait une affection profonde et respectueuse.

En 1896, problème à ma sortie de l'université : que faire ? J'avais essentiellement travaillé pour le parti socialiste bulgare, mais d'un autre côté j'étais citoyen roumain. Enfin mon plus grand désir était d'aller travailler en Russie, d'autant plus que j'avais épousé une russe de Moscou, E.P. Riabova, proche amie de Plekhanov et de Zassoulitch, et marxiste révolutionnaire.

Après un voyage en Bulgarie où je fis des conférences dans plusieurs centres urbains sur divers thèmes, et un examen de contrôle en médecine pour avoir le droit d'exercer éventuellement en Bulgarie, je décidai de rester quelque temps en Roumanie, comme une étape vers la Russie. J'avais aussi passé à l'avance mes examens de médecine de Bucarest, et devais, en outre, faire mon service militaire, ce que je fis en qualité de médecin militaire.

En février 1899 je reçus une permission de quinze jours, et allai à Pétersbourg retrouver ma femme. La littérature marxiste légale russe avait déjà réussi à cette époque à avoir sa propre revue « *Nache Slovo* », puis « *Nachalo* ». Dans la première de ces revues je publiai un article sur les partis politiques bulgares sous le pseudonyme de Radev. A Pétersbourg une violente querelle faisait alors rage entre les populistes et les marxistes. Je profitai de mon séjour pour parler sur ce thème dans une des filiales de la société Économique Libre. Comme je n'y avais pas caché mon nom, il fut facile à la police de me retrouver. Mais quand elle connut mon adresse, je n'étais déjà plus à Pétersbourg.

Le service militaire n'entrava pas mon activité littéraire. Je poursuivis avec assiduité ma participation aux journaux socialistes bulgares. L'organe du parti « *Den* » était maintenant remplacé par « *Novo Vreme* », qui paraissait chaque mois sous la direction de Blagoev ^[13]. Je publiai par ailleurs en bulgare un livre intitulé *la Signification politique de l'Affaire Dreyfus*, et une brochure de polémique contre les spiritualistes, *La Science et le Miracle*. Je revis aussi pour les éditions populaires de Russie ma thèse de doctorat, que je réussis à faire paraître, malgré la censure tsariste, sous le titre *Les Misérables* et la

[11] Il s'agit probablement du Parti social-démocrate des ouvriers de Roumanie (*Partidul Social-Democrat al Muncitorilor din România*, PSDMR), fondé en 1893.

[12] A l'occasion du Congrès de la IIe Internationale socialiste, tenu du 6 au 12 août 1893.

[13] Blagoev, Dimitar Nikolov (1856-1924), philosophe, enseignant et dirigeant socialiste bulgare. Etudiant à Saint-Pétersbourg, il fonde en 1884 le premier groupe marxiste à l'intérieur de la Russie et lance en 1885 « *Rabotchii* » (L'Ouvrier) le premier journal marxiste. Arrêté et expulsé en Bulgarie, il y fonde le premier parti social-démocrate, où il anime son aile gauche (les « *tesniaki* », « étroits » ou « socialistes stricts »), jusqu'à la scission de 1903. Il dirige le journal « *Novo Vreme* » de 1897 à 1923. Il traduit en bulgare le Capital de Marx en 1905 ainsi que d'autres œuvres. Pendant la guerre, il contribue à créer la « *Fédération social-démocrate inter-balkanique* », avec les partis roumain, serbe et grec, qui plaide pour une fédération des peuples des Balkans. Il soutient la Révolution d'Octobre et transforme son organisation en Parti communiste en 1919.

signature d'une femme médecin, Stantchova. Elle parut aussi en bulgare, mais sous mon vrai nom. Je préparais à cette époque un livre sur *La France Contemporaine*, commandé par les éditions pétersbourgeoises *Znanie*.

Au moment de mon bref séjour à Pétersbourg, je pensais rencontrer Lénine qui se trouvait alors à Pskov, mais je n'y parvins pas. Mon temps de service militaire prit fin le 1er janvier 1900. Quittant ma tenue d'officier, je pus ouvertement collaborer à la presse socialiste roumaine et participer aux meetings ouvriers à Bucarest. Mais ce ne fut que pour constater la disparition complète du mouvement ouvrier roumain, résultat de la trahison de ses chefs, passés presque tous au parti libéral de Bratianu ^[14]. Mon action dans le mouvement ouvrier roumain se limita à cela, puisque mon but était la Russie. Entre mes mains passait la correspondance entre Zassoulitch et Plekhanov, et les marxistes de Pétersbourg : je l'envoyais à ma femme à Pétersbourg. Avant mon départ pour la Russie, Zassoulitch elle-même vint en Roumanie, où je lui procurai un passeport roumain au nom de Kirova, qui lui permit d'entrer en Russie, où je m'apprêtais à la suivre quelques mois plus tard.

La lutte était déjà vive entre les révolutionnaires marxistes et les partisans de Bernstein ^[15], c'est-à-dire Strouvé ^[16]. Plekhanov s'émut du reniement de son propre camarade. Il m'écrivit qu'il était nécessaire de former un bloc contre Strouvé, même avec Mikhailovski ^[17], et me demanda, à mon arrivée à Pétersbourg, de proposer à ce dernier sa collaboration au « *Rousskoe Bogatstvo* », sous le pseudonyme de Beltov. A Pétersbourg je constatai le brusque revirement à droite de Strouvé. Il reprochait amèrement à Zassoulitch d'être revenue en Russie, car elle pouvait, en cas de coup de filet policier, compromettre ses « amis ». Cela la peina énormément car elle était restée très attachée à Strouvé depuis son séjour à Londres en 1896, où il était resté quelques semaines après le congrès socialiste international. Strouvé refusa pendant longtemps de la voir, alors que Mikhailovski, Karpov, Annenski, sans parler des marxistes (Tougan-Baranovski ^[18], Veressaev, Bogoutcharski et d'autres) la rencontraient dans l'appartement de ma femme.

Quant au plan de Plekhanov de collaborer au « *Rousskoe Bogatstvo* », nous le trouvâmes inapplicable après en avoir discuté dans le cercle russe. Nous trouvions plus raisonnable que Plekhanov collabore à la revue de Posse et de Gorki ^[19], « *Jizn* ».

[14] Bratianu, Ion (1864-1927), dirigeant du Parti libéral et homme d'État roumain. Président du Conseil des ministres du royaume de Roumanie à cinq reprises entre 1910 et 1927.

[15] Bernstein, Edouard (1850-1932), dirigeant social-démocrate, responsable de l'héritage littéraire d'Engels. Il fut le premier théoricien du révisionnisme dans la social-démocratie allemande. Selon lui le marxisme devait être révisé en une conception gradualiste de l'accession au socialisme au travers de la démocratisation de la société et de la collaboration de classes avec les bourgeois « progressistes ».

[16] Strouvé, Piotr Bernhardtovitch (1870-1944), publiciste et économiste russe, d'abord social-démocrate depuis les années 1880, puis un des fondateurs et dirigeants du parti bourgeois des constitutionnels-démocrates (cadets) à partir de 1905. Rédigea le Manifeste du 1er Congrès du POSDR (1898). Dans les années 1890, il était un des théoriciens les plus connus du « marxisme légal », qui chercha à adapter le marxisme et le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie. Après Octobre 1917, il soutient les généraux contre-révolutionnaires Dénikine et Wrangel et émigre en 1920 après l'échec final de ce dernier.

[17] Mikhaïlovsky, Nikolaï Konstantinovitch (1842-1904), publiciste, sociologue et critique littéraire. L'un des principaux théoriciens du « *narodnikisme* », le populisme russe. A développé la théorie politique du « *populisme critique* », qui s'inspire de la commune paysanne russe (*mir*) pour offrir une forme de démocratie à petite échelle en opposition aux énormes institutions impersonnelles liées à l'industrialisation capitaliste. Mikhaïlovsky s'est opposé à la fois aux terroristes populistes et aux marxistes ; ses écrits ont eu une grande influence sur l'aile droite du Parti socialiste-révolutionnaire.

[18] Tougan-Baranovsky, Mikhaïl Ivanovitch (1865-1919), publiciste et économiste ukrainien, théoricien du « marxisme légal ». Membre du parti libéral bourgeois Cadet à partir de 1905. S'oppose à la Révolution d'Octobre. Ministre dans le gouvernement de la République d'Ukraine de la Rada centrale (1917-1918).

[19] Gorki, Maxime, nom de plume d'Alexis Maximovitch Pechkov (1868-1936), écrivain, éditeur et dramaturge réaliste-romantique. Après une enfance misérable, a exercé de nombreux métiers avant de devenir journaliste et écrivain au début des années 1890. D'abord proche des populistes, il soutient ensuite le Parti ouvrier social-démocrate russe et sa fraction bolchevique. Participe activement à la révolution de 1905. Arrêté puis libéré par une campagne internationale, il part en exil, d'abord aux Etats-Unis, puis s'installe à Capri en Italie jusqu'à son retour en Russie en 1913 à la faveur d'une amnistie. Participe au Ve Congrès du POSDR à Londres (1907) où il fait la connaissance de Lénine. Après la Révolution d'Octobre, s'oppose d'abord farouchement aux bolchéviques avant de les soutenir de manière moins critique à la suite de l'attentat contre Lénine à l'été 1918. Souffrant, il quitte la Russie en 1921 et s'installe à nouveau dans un semi-exile en Italie (1923). Revient périodiquement en URSS à partir de 1927 et s'y installe définitivement, comblé d'honneurs par Staline, à partir de 1932.

J'étais personnellement extrêmement heureux d'être arrivé à Pétersbourg. A pleins poumons j'aspirais l'air hivernal et je rêvais à tout ce qu'il y avait à faire en Russie. Avec ma femme et des camarades, parmi lesquels A.N. Kalmykov, N.A. Strouvé qui était plus à gauche que son mari, nous échafaudions des plans pour militer auprès de la jeunesse et des ouvriers ; j'écrivais mon livre *La France Contemporaine*. Cependant, très peu de temps après mon arrivée, on me fit savoir que dans les quarante-huit heures je devais me trouver hors de Russie. Cette expulsion anéantit tous mes plans. Je n'avais aucune envie de retourner dans les Balkans, qui m'intéressaient d'autant moins que je me sentais plus proche du mouvement révolutionnaire russe. On m'avait proposé d'aller sous surveillance de la police à Revel et d'y attendre le départ d'un bateau. Je partis donc là-bas avec ma femme, et j'y terminai *La France Contemporaine*, publiée sous le pseudonyme d'Insarov, choisi par mes amis pétersbourgeois.

Parmi ceux qui se démenaient pour que je puisse séjourner à Pétersbourg, se trouvait N.I. Gourovitch qui se révéla par la suite un agent provocateur. Avant mon départ il m'assura que grâce à ses relations à la cour (soit par l'intermédiaire du frère, soit par celui du gendre du baron Frederix), il réussirait dans quelque temps à me faire revenir en Russie. Il me répéta la même chose à Paris où il était arrivé au cours de l'été 1900. Ses assurances sur mes chances de retour devinrent de plus en plus fréquentes. A la fin, l'affaire se ramena à ceci : il fallait donner de l'argent pour corrompre les parents du baron Frederix. Évidemment, après cela, l'affaire n'attendit pas, et je pus retourner en Russie. Avant mon départ je m'étais inscrit à la faculté de droit de Paris, car je craignais bien, après ce qui s'était passé à Saint-Pétersbourg, ne pouvoir y rester, et devoir revenir en France.

A Pétersbourg, je trouvai le désert. Après l'agitation des étudiants au printemps 1901 on avait exilé un grand nombre d'hommes de lettres, et parmi eux beaucoup de marxistes. La seule attache qui me restait était le monde clandestin, où la brochure de Lénine *Que Faire ?* ^[20] fut rapidement à l'ordre du jour. De cette époque date ma collaboration renforcée aux « épaisses » revues russes, qui se poursuivit jusqu'en 1904 compris, surtout sous les pseudonymes d'Insarov et de Grigoriev. Mais tout cela ne pouvait satisfaire ma soif d'action, et après le malheur qui me frappa, la perte de ma femme, je retournai en France à la fin de 1902, et me mis à passer des examens à la faculté de droit, avec l'intention de m'y installer, et, après m'être fait naturaliser français, de participer activement au mouvement révolutionnaire.

C'est à cette date que se place la seule période de ma vie où j'exerçai la médecine, période qui ne dura pas plus de six mois, dans le village français de Beaulieu, département de la Loire. Je me créai des relations non seulement professionnelles, mais aussi politiques avec les paysans, en particulier lors d'un banquet officiel, au cours duquel je prononçai un discours qui déplut énormément aux sénateurs et députés présents. On me proposa de rester à Beaulieu. Mais la mort de mon père dans l'été 1903 m'obligea à retourner chez moi. A partir de ce moment je réintégrai les partis balkaniques, et plus particulièrement le mouvement ouvrier roumain.

Au cours de l'hiver 1903-1904 je revins à Paris, où me surprit la guerre russo-japonaise. Lors d'un énorme meeting auquel assistait des représentants de tous les partis révolutionnaires, je fis une intervention. Le souffle défaitiste de mon discours m'attira les reproches de mon maître Plekhanov qui présidait le meeting. Il était arrivé à Paris avant la déclaration de guerre, et comme il avait été expulsé de France, il avait fallu demander l'appui de Clemenceau ^[21] pour qu'on autorise son entrée temporaire. Je me rappelle la manière dont le lendemain du meeting Plekhanov, déjeunant avec Jules Guesde et moi, se plaignait de mon défaitisme. Jules Guesde lui répondit par l'aphorisme suivant : « *La*

Meurt officiellement d'une pneumonie en juin 1936, certains historiens évoquant la possibilité d'un empoisonnement.

[20] Le livre de Lénine *Que faire ? Les problèmes brûlants de notre mouvement* a été écrit fin 1901-début 1902 et publié en mars à Stuttgart. Il y expose son projet organisationnel pour un parti social-démocrate russe centralisé dans les conditions de clandestinité imposés par le régime tsariste.

[21] Clemenceau, George (1841-1929), journaliste, homme politique français, d'abord radical-socialiste, président du Conseil des ministres en 1906-1909 et 1917-1920. Une des principales figures de l'« Union sacrée » en faveur de la guerre impérialiste et l'un des principaux artisans de la Paix de Versailles (1919). Farouche partisan de l'intervention militaire en Russie afin d'écraser la révolution et le pouvoir des soviets.

démocratie sociale ne peut jamais être anti-nationale ». Plekhanov me rappela par la suite à plusieurs reprises cette phrase de Guesde. Après un séjour de trois mois à Paris je retournai en Roumanie, et de là me rendis en Bulgarie, où déjà la scission entre les « *tesniaki* » (étroits) et les « *chirokie* » (larges) ^[22], était un fait accompli. Je me maintins activement et résolument du côté des « *tesniaki* ».

La même année je me rendis à Amsterdam en qualité de délégué bulgare au congrès socialiste international, mandaté en même temps par le parti social-démocrate serbe. Là, je pris une part active aux travaux de la commission sur la tactique, et à la demande de la délégation russe je fis une intervention à un meeting ouvrier dont le thème était l'assassinat de Plehve ^[23].

Puis je retournai en Roumanie. Les événements du 9 janvier 1905 furent le signal du réveil de la classe ouvrière roumaine. Nous créâmes un hebdomadaire, « *România Muncitoara* », après avoir mis en place sous le même nom le début d'une organisation politique ouvrière. Au contraire du parti social-démocrate roumain dissous, nous fixâmes notre attention sur l'organisation des syndicats pour donner au parti social-démocrate une base purement prolétarienne. Le mouvement existant auparavant en Roumanie se distinguait notamment par l'absence de caractère prolétarien. Il était composé d'intellectuels, de petits-bourgeois, et d'un nombre comparativement petit d'ouvriers.

Cette période fut extrêmement propice : la classe ouvrière roumaine répondit avec empressement à l'appel de « *România Muncitoare* ». Le mouvement de grève prit de telles dimensions que même les sergents de ville de Bucarest nous demandèrent d'organiser leur grève. Nous créâmes de nouveaux syndicats. Les capitalistes et le gouvernement étaient pris au dépourvu ; les premières grèves se terminaient rapidement et avec succès, mais les patrons ne cédaient que pour mieux préparer la contre-offensive.

Les années 1905 et 1906 s'écoulèrent en Roumanie sous le signe d'une âpre lutte de classes. La presse roumaine de toutes tendances vit en ma personne l'inspirateur de ce mouvement, elle centra sa campagne sur mon origine étrangère, supposant ainsi pouvoir compromettre par là tout le mouvement ouvrier. La classe dirigeante et le gouvernement s'acharnèrent sur moi encore plus violemment à la suite de deux événements : l'arrivée du cuirassé *Potemkine* ^[24] à Constanza et le soulèvement paysan du printemps 1907. Le gouvernement crut découvrir que le but caché de l'installation des marins du *Potemkine* à Constanza, à laquelle je participai, était de susciter avec leur aide la révolution en Roumanie, et par là-même d'aider la révolution russe. Nous nous étions fixé cependant une fin plus modeste, celle d'éduquer politiquement les marins.

Entre l'arrivée du *Potemkine* et le soulèvement des paysans prit place un autre événement qui mit encore plus sur ses gardes le gouvernement. Un bateau (que j'appris par la suite appartenir à Litvinov) chargé d'armes, allant de Varna à Batoum, fut rejeté sur la côte roumaine, et saisi par les autorités du pays. Je rencontrai l'équipage, parmi lequel se trouvait le délégué bolchevique Kamo ^[25]. D'après les

[22] Les « *tesniaki* » (étroits, ou « socialistes stricts ») et les « *chirokie* » (larges) formaient respectivement les ailes gauche et droite du parti social-démocrate bulgare. Le leader des *tesniaki* était D. Blagoev. En 1903, une scission s'opéra et les *tesniaki* fondèrent le Parti ouvrier social-démocrate bulgare indépendant, qui se transforma en Parti communiste en 1919.

[23] Plehve, Viatcheslav Konstantinovitch von (1846-1904), directeur de la police tsariste, puis Ministre de l'Intérieur (1902-1904). Le 15 juillet 1904, à Saint-Pétersbourg, il est tué suite à un attentat à la bombe mené par l'Organisation de combat des Socialistes-révolutionnaires dont le chef, Azev, était en réalité un agent provocateur travaillant pour l'Okhrana, la police secrète du régime.

[24] Le *Potemkine* était un cuirassé de la marine impériale russe à bord duquel éclata une mutinerie le 27 juin 1905, qui devint l'un des symboles de la Révolution russe. Indignés par leurs conditions d'existence précaires et les privilèges de classe et l'arrogance de la caste des officiers, et encouragés par les événements révolutionnaires qui secouaient le pays, les mutins prirent possession du navire et rejoignirent Odessa, où une grève générale était en cours. Mais l'unité entre les ouvriers et les marins n'a pas pu s'établir et toute la flotte tsariste de la mer Noire fut lancée contre le cuirassé, qui gagna la haute mer. Le 8 juillet, après avoir épuisé les provisions et le charbon, les marins du *Potemkine* furent contraints de gagner le port de Costanza et de se rendre aux autorités roumaines.

[25] Kamo, pseudonyme de Ter-Petrossian, Semeno Archakovitch, (1882-1922) révolutionnaire arménien de Géorgie, bolchevique et proche compagnon de Staline au début des années 1900. Spécialiste des opérations clandestines, organisateur des braquages de banques pour alimenter les caisses du parti. Arrêté et condamné à mort en 1912, sa peine fut commuée en

déclarations qu'il me fit, je compris qu'il y avait eu trahison, et que le capitaine du bateau l'avait lui-même dirigé vers la côte. Mais, quoi qu'il en soit, ce chargement de prix, non moins de cinquante mille fusils ^[26] en principe destinés à l'organisation révolutionnaire macédonienne en Turquie, se retrouvait entre les mains du gouvernement roumain. La presse soutenait que les armes étaient destinées à l'organisation du soulèvement en Dobrougea, et mon nom fut mêlé à cette affaire.

La révolte paysanne de Roumanie éclata en février 1907. Elle était au début dirigée contre les fermiers juifs de Moldavie septentrionale, et fut attisée par les persécutions antisémites des libéraux et des nationalistes roumains. Cependant, après avoir saccagé les propriétés occupées par les fermiers juifs, les paysans passèrent à celles des fermiers roumains, puis à celles des propriétaires fonciers. La situation devint critique. Tout le pays, c'est-à-dire tous les villages, furent embrasés par la flamme de la révolte paysanne, qui brûlait les domaines et égorgeait les propriétaires qui se trouvaient à la campagne. Le gouvernement roumain fusillait les paysans et détruisait les villages à coups de canons. Puis il appliqua une justice sommaire et expéditive contre le mouvement ouvrier, qui dans les villes à la veille du soulèvement paysan avait tenu le pouvoir dans une inquiétude constante. Il craignait la fusion des ouvriers et des paysans, et prit une série de mesures pour anéantir le mouvement ouvrier : perquisitions, confiscations des journaux socialistes, fermeture des locaux des syndicats et des organisations professionnelles, arrestation des chefs du mouvement ouvrier. Je fus le premier arrêté, et je fus frappé par une mesure manifestement illégale : mon exil de Roumanie.

Pendant cinq ans la question de mon retour fut un problème pratique autour duquel se déploya la lutte de classe des ouvriers roumains. Je continuais à participer à la direction du mouvement ouvrier, à collaborer aux journaux du Parti et du mouvement professionnel, je publiais des brochures ainsi qu'une revue social-démocrate « *Vitorul Social* ». En outre je préparai deux livres, l'un en roumain, *Le Règne de l'arbitraire et de la lâcheté*, l'autre en français *La Roumanie des boyards*. Le premier était destiné aux ouvriers roumains, le second à l'information des partis socialistes et de l'opinion publique étrangère. Ils se rapportaient tous deux aux persécutions des ouvriers et des paysans roumains, et explicitaient ma cause.

Je retournai clandestinement en Roumanie en 1909, et fus arrêté mais je ne passai pas en jugement pour violation de la loi, et ne fus qu'exilé. Il y eut alors un grand remue-ménage : comme je refusais de partir, on dut me pousser de force dans le wagon. De l'autre côté, les autorités hongroises refusèrent de m'accueillir, et on m'envoya, comme un paquet, d'un territoire à l'autre, avec des tractations diplomatiques entre les gouvernements roumain et austro-hongrois. Ce dernier m'accepta enfin sur son territoire.

Mes camarades et moi nous escomptions toute une série de procès autour de mon affaire, qui nous auraient servi de moyen d'agitation dans les organisations ouvrières. Auparavant déjà, lors de mon absence de Roumanie en mars et avril 1908, le gouvernement avait intenté deux procès contre moi : pour justifier mon expulsion, qui apparaissait comme un acte illégal, puisqu'en Roumanie il n'y avait pas de loi qui permette au gouvernement d'exiler ses propres citoyens, il eut recours aux plus invraisemblables artifices juridiques, et même ne se gêna pas pour fabriquer contre moi des documents falsifiés. Il préféra cette fois encore me laisser partir vivre librement à l'étranger, plutôt que de me maintenir en prison et m'intenter un procès, qui entre les mains du parti ouvrier roumain et entre les miennes aurait été un moyen de lutte contre le gouvernement et la bourgeoisie.

Bien que mon arrestation ait été tenue secrète, la nouvelle en parut néanmoins dans la presse. Le gouvernement roumain la démentit catégoriquement, mais la classe ouvrière, qui par expérience savait

prison à vie. Libéré par la Révolution de Février 1917. Pendant la guerre civile, organise l'approvisionnement en armes et en fonds des organisations communistes clandestines dans le Caucase. Travaille ensuite dans les administrations du commerce extérieur et au Commissariat du peuple aux Finances de la République soviétique de Géorgie. Meurs dans un accident.

[26] Il y a sans doute ici une erreur de transcription car le chiffre de 50.000 fusils paraît très excessif (il aurait fallu un bien gros navire pour les transporter). Il s'agit sans doute de 5.000 fusils, ce qui est déjà énorme pour armer une organisation clandestine.

qu'il était capable de toutes les illégalités, considéra sa tentative de taire mon arrestation et mon rejet sur le territoire hongrois comme l'indication de ses intentions criminelles à mon égard. Le 19 octobre 1909, saisi d'indignation, en particulier après la parution dans les journaux d'un communiqué sur la décision de Bratianu de me supprimer plutôt que de me laisser libre en Roumanie, les ouvriers de Bucarest organisèrent une manifestation qui se termina par un sanglant combat avec la police. Outre les dizaines de blessés, une trentaine d'ouvriers furent arrêtés, et parmi eux les chefs des mouvements syndicaux et politiques, qui cette même nuit furent massacrés dans les caves de la police à Bucarest. Ces actes révoltants provoquèrent des protestations non seulement dans tous les centres ouvriers, grand et petits, et dans la presse bourgeoise démocrate de Roumanie, mais encore hors de Roumanie.

La lutte entre les ouvriers et le gouvernement s'aggravait. Il y eut un attentat manqué contre Bratianu, à l'organisation duquel, semble-t-il, la police elle-même prit part. Ce fut le signal de nouvelles persécutions et de lois d'exception contre les droits de grève et d'association. Le gouvernement de Bratianu ne pouvait rester plus longtemps au pouvoir, et il partit sous la malédiction des ouvriers, après avoir cédé la place à un gouvernement conservateur, ayant à sa tête Carp.

En février 1911 je revins à nouveau illégalement en Roumanie, mais cette fois-ci je réussis à atteindre la capitale, et après avoir renoué avec mes amis j'allai me mettre à la disposition des autorités judiciaires. Au lieu de m'ouvrir les portes de la prison le gouvernement roumain préféra encore une fois m'envoyer en territoire étranger, et puisque le chemin de la Hongrie m'était fermé, il s'efforça de me faire passer en Bulgarie. Mais ses tentatives échouèrent aussi aux postes frontières bulgares. Seuls restaient ouverts le chemin de la Russie, auquel le gouvernement ne pouvait recourir, et enfin la voie maritime. Je fus embarqué, muni d'un passeport roumain, sur un bateau se rendant à Constantinople, où les autorités jeunes-turques m'arrêtèrent après quelques jours à la demande de la police roumaine, mais grâce à l'intervention des députés socialistes turcs, je pus sortir de prison. Je gagnai Sofia, où j'organisai le quotidien socialiste « *Napred* », dont la tâche principale était de lutter contre le nationalisme bulgare virulent qui préparait la guerre des Balkans. Je devins évidemment la cible des attaques de tous les nationalistes bulgares.

Pendant ce temps, en Roumanie, un revirement se préparait à mon avantage. Le pire ennemi de notre mouvement était le parti libéral, qui représentait non seulement les gros fermiers et propriétaires terriens, mais aussi le grand capital industriel. Après quelques concessions faites aux paysans qui apaisèrent quelque peu la campagne, les conservateurs, pensant ne pas avoir à redouter pendant un certain temps de soulèvement paysan, estimèrent que le mouvement ouvrier pouvait rendre service à la stratégie conservatrice dans sa lutte contre les libéraux. Quoi qu'il en soit, après mon second retour et mon second exil à l'étranger, les conservateurs se déclarèrent prêts à permettre la révision de mon affaire. Un décret sur l'exil parut, et un jugement spécial me rétablit dans mes droits politiques en avril 1912.

Mais nous ne pûmes pas profiter longtemps de cette période d'édification « paisible » du Parti. La première guerre des Balkans ^[27] éclata en effet à l'automne 1912. Une année ne s'était pas écoulée après la fin de la guerre balkanique, qu'approchaient les signes précurseurs du conflit mondial. D'août 1914 à août 1916, date où la Roumanie entra en guerre, le parti social-démocrate roumain eut à soutenir une lutte difficile : à l'intérieur de la Roumanie nous devions défendre la neutralité du pays contre les partis favorables à la guerre, soit pro-russes, soit pro-germaniques.

La lutte ne se limita pas à une polémique de presse d'une âpreté rare, à des meetings et des manifestations de rue. Elle prit parfois un caractère plus tragique. En juin 1916, la police tira sur les

[27] Guerres Balkaniques : La Première guerre des Balkans, qui débuta en octobre 1912, était une guerre de libération nationale menée par les nations balkaniques opprimées par l'empire turc. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople. La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, elle s'acheva par le Traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

ouvriers à Galatzi et en tua huit. Je fus arrêté, et il y eut une enquête judiciaire contre moi pour l'organisation d'une « rébellion » contre les autorités, ce qui suscita chez les ouvriers une explosion d'indignation. Une grève générale fut annoncée à Bucarest, menaçant de s'étendre à tout le pays. Mais le gouvernement craignait évidemment de susciter à la veille de la grande guerre des troubles dans le pays, et il libéra en même temps que moi d'autres camarades arrêtés.

Pendant cette période, mon activité ne se limita pas à la lutte contre la bourgeoisie roumaine. Comme membre du C.C. du Parti roumain je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour entrer en relation avec les partis, groupements et camarades isolés, qui restaient à l'étranger fidèles aux préceptes de l'internationalisme ouvrier.

En avril 1915, à la demande du parti socialiste italien, je me rendis à Milan à un meeting international contre la guerre. Sur le chemin du retour, après m'être arrêté à Berne, j'entrai en rapport avec Lénine et le parti ouvrier suisse. Jusque-là j'avais des contacts avec Trotski, qui dirigeait le journal « *Nache Slovo* » à Paris, dans lequel j'avais écrit. Les pourparlers et les rencontres aboutirent à la convocation de la conférence de Zimmerwald ^[28].

Au cours de l'été [1915] une conférence de tous les partis socialistes des Balkans se réunit à Bucarest, sur la base d'un programme radicalement de classe et internationaliste. C'est ainsi que le parti social-démocrate opportuniste « large » bulgare en fut exclu. On créa une « *Fédération social-démocrate des ouvriers révolutionnaires des Balkans* », comprenant les Partis roumain, bulgare, serbe, et grec. On élut un bureau central, dont je fus nommé secrétaire. Les Partis balkaniques avaient ainsi tracé avant Zimmerwald leur ligne de lutte intransigeante contre l'impérialisme.

J'eus la chance de participer au printemps 1916 à la conférence de Berne des zimmerwaldiens, où je fis une intervention aux côtés de Lénine. Mais je n'eus pas la possibilité d'assister à la conférence de Kienthal, car la Roumanie, se préparant à entrer en guerre, ferma ses frontières. Elle fit sa déclaration de guerre en août 1916 et un mois plus tard, j'étais sous les verrous. Le gouvernement roumain m'entraîna à sa suite quand il se retira de Bucarest à Iassy. Là, le 1er mai 1917, un régiment russe me libéra ; la première ville où je m'installai après ma libération fut Odessa, où je commençai à lutter contre la guerre et les partisans de la défense. Je continuai à Petersbourg. Bien que je n'aie pas adhéré alors au parti bolchevique, par désaccord sur certaines questions, on me menaça d'exil si je continuais mon activité.

Pendant les journées de Kornilov ^[29], l'organisation bolchevique me cacha dans la cartoucherie de Sestroretsk. De là je passai à Kronstadt. Après la liquidation des partisans de Kornilov, je décidai d'aller à Stockholm où devait se réunir une conférence des zimmerwaldiens ; je m'y trouvais pendant la Révolution d'Octobre. En décembre j'arrivai à Petrograd, et en janvier je partis en qualité de commissaire organisateur du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R. dans le sud avec un groupe de marins ayant à sa tête Jelezniakov ^[30].

[28] Zimmerwald et Kienthal sont les noms des villages suisses où eurent lieu des conférences socialistes internationales contre la guerre, respectivement les 5-8 septembre 1915 et les 24-25 avril 1916. L'objectif de ces conférences était de regrouper les courants socialistes internationalistes et pacifistes européens à la suite du naufrage de la IIe Internationale au début de la Première guerre mondiale, majoritairement dominée par les courants « social-patriotes ». Lénine anima l'« aile gauche » de l'Union Zimmerwald, dont les membres formeront pour la plupart les cadres de la future IIIe Internationale.

[29] Kornilov, Lavr Georgiévitich (1870-1918), général tsariste. Pendant la Première guerre mondiale, commande le Front du Sud-Ouest, puis Commandant en Chef suprême en juillet 1917. Il tente un coup d'Etat militaire contre le Gouvernement provisoire bourgeois à la fin août, échoue et est arrêté en septembre. S'échappe en novembre et devient commandant en chef de l'armée blanche des Volontaires. Meurt pendant l'assaut contre Ekaterinodar.

[30] Jelezniakov, Anatoly Grigoriévitch (1895-1919), marin révolutionnaire anarchiste. Mobilisé dans la Flotte de la Baltique au début de la guerre, il déserte pour échapper à une arrestation pour activités subversives. Après la Révolution de Février 1917, réintègre la marine à Cronstadt. Délégué au Ier Congrès de la Flotte de la Baltique. Participe à l'insurrection d'Octobre et à la prise du Palais d'Hiver, puis aux premières batailles de la guerre civile. Chef de la Garde de l'Assemblée constituante en janvier 1918 avant la dispersion de celle-ci. Commande plusieurs unités de marins de l'armée rouge en 1918 et un train blindé en 1919, où il est tué lors d'un affrontement contre Dénikine.

Après avoir passé un certain temps à Sébastopol et y avoir organisé une expédition sur le Danube contre les autorités roumaines qui occupaient déjà la Bessarabie, je me rendis avec ce groupe à Odessa. Le collège supérieur autonome pour la lutte contre la contre-révolution en Roumanie et en Ukraine y fut organisé, et je restai à Odessa en qualité de président de ce collège et membre du *Roumtcherod* (C.E.C. [Comité exécutif central] des Soviets de Roumanie) jusqu'à son occupation par les Allemands. Puis je me rendis à Nikolaïev, de là en Crimée, puis à Ekaterinoslav, où je participai au IIe congrès des soviets d'Ukraine, puis à Poltava et à Kharkov. Après un passage à Moscou, où je ne restai pas plus d'un mois, je me rendis à Kursk avec la délégation qui devait conduire les pourparlers de paix avec la Rada centrale d'Ukraine ^[31].

A Kursk nous reçûmes la nouvelle du coup d'État de Skoropadski ^[32], et je réussis à conclure un armistice avec les Allemands qui continuaient leur offensive. Le gouvernement de Skoropadski nous proposa de venir à Kiev. Le rôle de la délégation de paix, sous ma conduite, consistait à expliquer aux masses paysannes et ouvrières d'Ukraine la véritable politique du pouvoir soviétique, en l'opposant à celle de Skoropadski, de la Rada centrale, et des autres agents de l'impérialisme allemand et des propriétaires russes.

En septembre je partis en mission extraordinaire en Allemagne poursuivre avec le gouvernement allemand des négociations sur la conclusion d'un traité de paix avec l'Ukraine. De là je devais me rendre à Vienne, où la République était déjà proclamée. Je reçus à Berlin l'accord du gouvernement autrichien, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, qui était alors le chef du parti social-démocrate autrichien, Victor Adler ^[33]. Mais les autorités allemandes ne m'autorisèrent pas à me rendre à Vienne, et m'expulsèrent au contraire bientôt en même temps que l'ambassadeur soviétique à Berlin, Joffé, Boukharine ^[34] et d'autres camarades. Nous nous trouvions encore sur la route de l'exil, en captivité à Borissov, quand nous apprîmes la nouvelle de la révolution allemande.

Quelque temps plus tard le Comité Exécutif Central des Soviets (C.E.C.) m'envoya avec d'autres délégués (Marchlewski, Boukharine, Joffé, Radek, Ignatov ^[35]) à Berlin pour assister au premier congrès

[31] En avril 1917 fut élue une « Rada (parlement) centrale » majoritairement menchévique-socialiste-révolutionnaire, avec Sémyon Pétioura à sa tête. Elle négocia une large autonomie avec le Gouvernement provisoire russe mais, après la révolution d'Octobre, elle déclara unilatéralement l'indépendance de l'Ukraine et s'opposa à la Russie soviétique en favorisant les forces contre-révolutionnaires. Début 1918, chassé de Kiev par une insurrection ouvrière, Pétioura reprit le pouvoir avec l'aide de l'armée allemande et à la faveur du traité de Brest-Litovsk signé le 3 mars, avant de le reperdre à nouveau en avril à la suite du coup d'État du Hetman (chef des armées) Skoropadsky. Renversé en décembre 1918, ce dernier est remplacé par une « République populaire ukrainienne », dirigée par un Directoire. Le chassé-croisé des divers pouvoirs (Kiev changera de main plus de 6 fois) durera jusqu'en octobre 1920 lorsque la République socialiste soviétique d'Ukraine fut proclamée, et dont le Président du Conseil des Commissaires du peuple n'était autre que Christian Rakovsky.

[32] Skoropadski, Pavel Pétrovitch (1873-1945), lieutenant-général tsariste. En 1917, commande le 34e corps d'armée. Soutient l'indépendance de l'Ukraine en 1917. Se désigne « Hetman » (chef cosaque) de l'État ukrainien à la suite d'un coup d'État en avril 1918 avant d'être à son tour renversé en décembre. Réfugié en Allemagne à partir de 1918, il collabore avec les nazis et est tué par lors d'un bombardement allié à la fin de la Seconde guerre mondiale

[33] Adler, Victor (1852-1918), fondateur et dirigeant de la social-démocratie autrichienne, membre du Bureau socialiste de la IIe Internationale. Social-chauvin pendant la Première guerre mondiale.

[34] Joffé, Adolf Abramovitch, (1883-1927), médecin, révolutionnaire professionnel et diplomate soviétique. Social-démocratie depuis la fin des années 1890, menchevique en 1903. Proche de Trotsky, il édite avec lui le journal « *Vpériod* » (1908) et la première « *Pravda* » à Vienne (1912). En mars 1917, membre de l'Organisation inter-rayons des sociaux-démocrates unifiés de Petrograd qui fusionne ensuite avec le Parti bolchevique en juillet. Elu au Comité central, désigné président de la première délégation russe à Brest-Litovsk en décembre 1917, il s'oppose avec les « communistes de gauche » à la signature du Traité de paix. Ambassadeur en Allemagne (1918), en Chine (1922-1923), en Grande-Bretagne (1924), en Autriche (1924-1925) et au Japon (1925). Nommé recteur de l'Université chinoise (1926). Membre de l'Opposition de gauche, gravement malade, il se suicide en 1927 pour protester contre l'exclusion de Trotsky. Boukharine, Nikolai Ivanovitch (1888-1938), journaliste et théoricien marxiste. Bolchevique depuis 1906. Arrêté et déporté en 1910, s'évade et émigre en Autriche-Hongrie, puis en Suisse, en Suède et aux États-Unis. Communiste de gauche opposé au Traité de Brest-Litovsk en 1918, évolua ensuite vers la droite. Membre du CC du Parti (1917-1934) et de son Bureau politique (1924-1929), membre du Présidium du Comité exécutif de la IIIe Internationale (1919-1929), puis son président (1926-1929). Rédacteur en Chef de la « *Pravda* » (1917-1929) et aux « *Izvestia* » (1934-1937). Allié à Staline contre l'Opposition de gauche (1923), dirigea ensuite l'Opposition de droite avec Rykov et Tomski (1928-1929) avant de capituler. Arrêté en 1937 et exécuté en 1938.

[35] Marchlewski, Julian (1866-1925), issu de la petite noblesse polonaise, adhère à la social-démocratie en 1885. S'installe

des conseils allemands des députés ouvriers et soldats. Mais les autorités militaires allemandes nous retinrent à Kovno, et après quelques jours de captivité, nous dûmes repartir pour Minsk. Après un court séjour à Minsk, et à Gomel où la domination allemande touchait à sa fin, je me rendis à Moscou.

Le C.C. du Parti communiste (b) d'Ukraine m'appela alors pour prendre dans ce pays le poste de président du Gouvernement provisoire révolutionnaire ouvrier et paysan. Du IIIe congrès pan-ukrainien des soviets convoqué en mars 1918 sortit le C.E.C, qui m'élut président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, poste que j'occupai sur le terrain jusqu'à la mi-septembre d'abord à Kharkov, puis à Kiev, et après l'évacuation de Kiev à Tchernigov.

A la mi-septembre je partis à Moscou, où tout en restant dans mes fonctions précédentes, je fus placé à la tête de la direction politique du Conseil militaire révolutionnaire de la république. Je dirigeai cette organisation jusqu'en janvier, pendant les jours pénibles de l'attaque de Denikine, Koltchak et Youdénitch ^[36]. Quand Kharkov fut libérée des blancs, je fus peu de temps plus tard nommé de nouveau Président de Conseil des commissaires du peuple de la République soviétique d'Ukraine, et membre du conseil militaire révolutionnaire du Front sud-ouest, qui dirigea la guerre contre Denikine et combattit les Polonais, puis fut remplacé par le C.M.R. [*Comité militaire révolutionnaire*] du Front sud qui avait à sa tête le défunt Frounzé ^[37]. J'occupai également les postes de président de la Commission extraordinaire de lutte contre le banditisme, de la Commission extraordinaire sanitaire, de la Commission spéciale à l'énergie et au ravitaillement, et du Conseil économique d'Ukraine. Je restai sans interruption en Ukraine jusqu'en juillet 1923, à l'exception de la période où je me rendis à l'étranger avec Tchitchérine, Litvinov ^[38], et d'autres camarades, dans la délégation soviétique à la

en Allemagne où il participe à l'aile gauche du SPD. Emprisonné pendant la Première guerre mondiale, participe à la fondation du Spartakusbund. Après la Révolution d'Octobre, nommé représentant diplomatique des Soviets à Vienne. Pendant la guerre russo-polonaise de 1920 préside un éphémère gouvernement polonais révolutionnaire, puis participe aux négociations de paix (1921). Président du Secours Rouge International (1922-1925) et premier recteur de l'Université communiste des minorités nationales occidentales à Moscou. Radek, Karl, pseudonyme de Karl Berngardovich Sobelshon (1885-1939), journaliste et polémiste de talent. Né en Galicie austro-hongroise, il adhère à la social-démocratie polonaise en 1902. De 1904 à 1908, milite dans la social-démocratie allemande où il se brouille avec Rosa Luxemburg. Réfugié en Suisse pendant la Première guerre mondiale, il y rejoint les bolcheviques. Après la Révolution d'Octobre, fait partie des « communistes de gauche » qui s'opposent au traité de Brest-Litovsk. Représentant officieux des bolcheviques en Allemagne et conseiller du Parti communiste allemand. Membre du Comité central du parti communiste russe (1919-1924), il est aussi secrétaire du Comité exécutif de la IIIe Internationale (1920) et de son présidium (1921-1925), puis dirige l'Université Sun Yat-Sen à Moscou (1926-1927). Membre de l'Opposition de gauche puis de l'Opposition unifiée, il est exclu du Parti en 1927 et capitule en 1929 et devient rédacteur à la « *Pravda* » et conseiller de Staline. Arrêté en 1936 et condamné à 10 ans de prison au second procès de Moscou en 1937, il meurt en mai 1939 dans des circonstances troubles, assassiné par un codétenu, probablement un agent du NKVD agissant sur ordre de Béria.

[36] Dénikine, Anton Ivanovitch (1872-1947), général tsariste. Pendant la guerre civile, un des chefs du mouvement de gardes blancs dans le Sud de la Russie, il lança en 1919 une forte offensive sur Moscou. Fut battu par l'Armée Rouge en mars 1920 et à émigré. Koltchak, Alexandre Vassiliévitch (1875-1920). Amiral tsariste, servit pendant la guerre russo-japonaise en 1905, et commanda un destroyer dans la Baltique en 1914. Commandant de la flotte de la Mer Noire en 1916. Proclamé « *Régent Suprême de Russie* » par le gouvernement contre-révolutionnaires d'Omsk en novembre 1918 et soutenu par les Alliés, il lance plusieurs offensives contre les Soviets. En janvier 1920, ses troupes furent battues par l'Armée Rouge et il fut livré aux bolcheviques par les légionnaires Tchécoslovaques. Fusillé le 7 février 1920. Youdénitch, Nikolaï Nikolaïévitch (1862-1933), général tsariste. Commanda une armée contre-révolutionnaire pendant la Guerre civile russe et lança une offensive contre Petrograd en octobre 1919. Battue par l'armée rouge le 1er novembre, son armée se replie en Estonie. Il émigre ensuite en France.

[37] Frounzé, Mikhaïl Vassiliévitch (1885-1925), ouvrier, bolchevique depuis 1903. Arrêté, déporté et évadé de Sibérie en 1915. Après la Révolution de Février 1917, membre de l'organisation militaire bolchevique. Participe à l'insurrection de Moscou en octobre. Commissaire du District militaire de Jaroslavl (1918), commandant de la IVe Armée en décembre. Commandant du groupe d'Armées du Sud (avril 1919), du Front oriental (juillet) et du Front sud (septembre 1920). Commandant en chef du front contre Wrangel à la fin de 1920. Mission en Turquie (1921-1922). Mène une série de réformes de l'Armée rouge en tant que Président du Comité militaire révolutionnaire suprême de la République et Commissaire du peuple aux Affaires militaires et navales, succédant à Trotsky (1925). Mort pendant une opération chirurgicale.

[38] Tchitchérine, Georgi Vassiliévitch (1872-1936), d'origine noble, employé au Ministère tsariste des Affaires étrangères (1898). Emigré de 1904 à 1918 (Allemagne, France, Belgique, Angleterre). Membre du POSDR à partir de 1905, d'abord bolchevique puis menchevique, avant de se rapprocher à nouveau des premiers au début de la Première guerre mondiale. Emprisonné en Angleterre, rentre en Russie en janvier 1918. Adhère au Parti bolchevique et nommé adjoint de Trotsky au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Membre de la délégation qui signe le traité de paix de Brest-Litovsk (3 mars

conférence de Gênes ^[39].

En juillet 1923 je suis nommé représentant plénipotentiaire en Angleterre. J'y mène les pourparlers sur la reconnaissance de l'Union Soviétique, puis, à la tête de la délégation soviétique, je conclus avec MacDonald les célèbres accords qui furent ensuite rejetés par le gouvernement conservateur qui lui succéda. Je mène aussi de Londres, d'abord avec Herriot, puis avec Herriot et de Monzie ^[40], des pourparlers qui aboutissent à la reconnaissance de l'Union Soviétique par le gouvernement français. Depuis la fin d'octobre 1925 je suis représentant plénipotentiaire à Paris.

À partir de 1918 j'ai été membre du Comité exécutif central, d'abord de la R.S.F.S.R. [*République socialiste fédérative soviétique de Russie*], puis de l'Union, ainsi que membre de son Présidium jusqu'en 1925. Jusqu'en 1924 j'ai été également membre du C.E.C. d'Ukraine. Depuis 1919 je suis membre du Comité central du P.C.R. ; j'ai été également jusqu'en 1924 membre du Comité central du Parti communiste d'Ukraine, et de son Bureau politique.

1918), il est ensuite désigné Commissaire du peuple par intérim le 8 mars et remplace définitivement Trotsky le 30 mai 1918. Vice-président de la délégation russe à la Conférence de Gênes (1922) et président de la délégation russe à la Conférence de Lausanne (1922-1923). Gravement malade et en désaccord avec Staline, il est déchargé de son poste et remplacé par Maxime Litvinov (25 juillet 1930) avant de mourir dans l'oubli d'une hémorragie cérébrale. Litvinov, Maxime Maximovitch, pseudonyme de Meer Genokh Moïsevitch Vallak (1876-1951), membre du POSDR depuis 1898, bolchevique à partir de 1903. Organise l'achat et le transport clandestin d'armes pendant la révolution de 1905. Emigre en 1906, à Paris puis à Londres en 1908. Après la Révolution d'Octobre, désigné représentant officieux soviétique en Angleterre, arrêté en 1918 et échangé contre le représentant anglais à Moscou. Membre du Collège du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères (1918-1934), Vice-Commissaire du peuple aux Affaires étrangères (1921-1930). Membre de la délégation soviétique à la Conférences de Gênes (1922), président de la délégation soviétique à la Conférence de La Haye (1922) et de la Commission du désarmement de la Société des Nations (1927-1930). Commissaire du peuple aux Affaires étrangères (1930-1939), représente l'URSS à la Société des Nations (1934-1938) et ambassadeur aux Etats-Unis (1941-1943).

[39] La « *Conférence économique internationale* » de Gênes se tint du 10 avril au 19 mai 1922. Y étaient représentés 29 Etats, y compris la Russie soviétique, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, le Japon, l'Allemagne. Un représentant des U.S.A. y assista en qualité d'« observateur ». A cette Conférence, les puissances impérialistes voulurent profiter des difficultés économiques de la Russie soviétique pour lui imposer des conditions léonines. Elles exigeaient le paiement de toutes les dettes tsaristes, y compris celles d'avant-guerre, le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. Etc. La délégation soviétique repoussa les prétentions effrontées des impérialistes. Elle proposa le désarmement général et l'annulation de toutes les dettes de guerre. La Conférence fut suspendue par suite de l'attitude hostile de la France et de l'Angleterre à l'égard de la Russie soviétique. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour fut renvoyé à la conférence des experts, réunie à La Haye en juin-juillet 1922. La Conférence de La Haye tout comme celle de Gênes n'aboutit à aucun résultat.

[40] Herriot, Edouard (1872-1957), dirigeant du Parti Radical français, partisan de la collaboration de classe avec les partis ouvriers et de relations diplomatiques normales avec l'URSS. Président du Conseil en 1924-1925 et 1932. Monzie, Anatole de (1876-1947), homme politique français. Maire de Cahors (1919-1942), sénateur, député et plusieurs fois ministre. Président de la commission parlementaire des Affaires russes (1924-1927), partisan de la reconnaissance de l'URSS. En 1940 vote les pleins pouvoirs à Pétain.